

No. 31650

**FRANCE
and
UNITED ARAB EMIRATES**

**Convention for the avoidance of double taxation. Signed at
Abu Dhabi on 19 July 1989**

Authentic texts: French and Arabic.

Registered by France on 1 March 1995.

**FRANCE
et
ÉMIRATS ARABES UNIS**

**Convention en vue d'éviter les doubles impositions. Signée à
Abon Dhabi le 19 juillet 1989**

Textes authentiques : français et arabe.

Enregistrée par la France le 1^{er} mars 1995.

CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DES ÉMIRATS ARABES UNIS EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS

Le Gouvernement de la République française:

et

Le Gouvernement des Emirats Arabes Unis

désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions

sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

PERSONNES VISEES

La présente Convention s'applique aux personnes physiques et morales qui sont des résidents d'un Etat ou des deux Etats.

ARTICLE 2

IMPOTS VISES

1. *Les impôts existants auxquels s'applique la Convention sont :*

a) en ce qui concerne la France :

- l'impôt sur le revenu ;*
- l'impôt sur les sociétés ;*
- l'impôt sur les successions ;*

y compris toutes retenues à la source, tous précomptes et avances décomptés sur les impôts visés ci-dessus

(ci-après dénommée "impôt français").

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1990, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications (des 25 avril et 20 mai 1990) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures requises, conformément au paragraphe 1 de l'article 24.

b) en ce qui concerne l'Etat des Emirats Arabes Unis

- tout impôt sur le revenu des sociétés établi dans les Emirats Arabes Unis ;

- tout impôt sur le revenu global ou sur des éléments du revenu - incluant les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers - et tout impôt sur les successions, qui seraient établis dans les Emirats Arabes Unis après la date de signature de la Convention et seraient similaires à ceux auxquels s'applique la Convention en ce qui concerne la France ;

(ci-après dénommés "impôt des Emirats Arabes Unis".)

2. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient.

Les autorités compétentes des deux Etats se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

ARTICLE 3

DEFINITIONS GENERALES

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) Les expressions "un Etat" et "l'autre Etat" désignent, suivant les cas, la République française ou l'Etat des Emirats Arabes Unis ;

b) Le terme "personne" comprend les personnes physiques ou les sociétés ;

c) Le terme "société" désigne toute personne morale de droit public ou privé y comprise en ce qui concerne les Emirats Arabes Unis, l'Etat des Emirats Arabes Unis, ses subdivisions politiques et collectivités territoriales ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;

d) Les expressions "entreprise d'un Etat" et "entreprise de l'autre Etat" désignent respectivement une entreprise exploitée par un

résident d'un Etat et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat.

e) L'expression "trafic international" désigne :

- tout transport effectué par un navire exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est située dans un Etat, sauf lorsque le navire n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat ;

- tout transport effectué par un aéronef exploité par une entreprise d'un Etat, sauf lorsque l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat ;

f) L'expression "autorité compétente" désigne :

- dans le cas de la République française, le Ministre chargé du Budget ou son représentant autorisé ;

- dans le cas des Emirats Arabes Unis, le Ministre des Finances, ou son représentant autorisé.

2. *Pour l'application de la Convention par un Etat, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.*

ARTICLE 4

RESIDENT

1. *Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat" désigne :*

a) En ce qui concerne la France, toute personne qui, en vertu de la législation française, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue ;

b) En ce qui concerne les Emirats Arabes Unis, toute personne qui est domiciliée, établie, ou a son siège de direction dans les Emirats Arabes Unis, y compris l'Etat des Emirats Arabes Unis, ses subdivisions politiques et collectivités locales.

2. *Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats, sa situation est réglée de la manière suivante :*

a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;

b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;

c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité.

d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des deux Etats tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

ARTICLE 5

REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat, sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles ; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Lorsque la propriété d'actions, parts ou autres droits dans une société ou une autre personne morale donne au propriétaire la jouissance de biens immobiliers situés dans un Etat et détenus par cette société ou cette autre personne morale, les revenus que le propriétaire tire de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de son droit de jouissance sont imposables dans cet Etat.

ARTICLE 6

BENEFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Les revenus tirés directement, par une société qui est résidente de France, de la commercialisation et des droits d'extraction du pétrole aux Emirats Arabes Unis, sont imposables dans les Emirats Arabes Unis conformément aux lois fiscales promulguées par l'Etat des Emirats Arabes Unis ou tout Emirat de cet Etat.

3. Les bénéfices imputés à un établissement stable sont ceux qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable. Pour déterminer ces bénéfices, est admise en déduction la valeur globale des dépenses exposées soit dans l'Etat où est situé l'établissement stable, soit ailleurs.

4. A. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

B. L'expression "établissement stable" comprend notamment :

- a) un siège de direction,
- b) une succursale,
- c) un bureau,
- d) une usine,
- e) un atelier, et
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

C. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse six mois.

D. *Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si*

a) *il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;*

b) *des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;*

c) *des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;*

d) *une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;*

e) *une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;*

f) *une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e) à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.*

E. *Nonobstant les dispositions des alinéas A et B, lorsqu'une personne - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique l'alinéa F - agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat de pouvoir qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées à l'alinéa D et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de cet alinéa.*

F. *Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.*

G. *Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre*

Etat ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

ARTICLE 7

NAVIGATION MARITIME ET AERIENNE

1. *Les revenus qu'une entreprise de France tire de l'exploitation, en trafic international, d'aéronefs, y compris les revenus accessoires à cette exploitation, sont exonérés dans Les Emirats Arabes Unis des impôts mentionnés à l'article 2 (paragraphe 1, alinéa b) et, nonobstant les dispositions de l'article 2 de la Convention, de tout impôt identique à la taxe professionnelle.*

2. *Les revenus qu'une entreprise des Emirats Arabes Unis tire de l'exploitation en trafic international d'aéronefs, y compris les revenus accessoires à cette exploitation, sont exonérés en France des impôts mentionnés à l'article 2 (paragraphe 1, alinéa a) de la Convention et nonobstant les dispositions de ce même article, de la taxe professionnelle, pour la fraction correspondant à la part de l'exploitation assurée par des personnes physiques résidentes des Emirats Arabes Unis ou correspondant à la part du capital de l'entreprise détenue directement ou indirectement soit par des personnes physiques résidentes des Emirats Arabes Unis, soit par des sociétés de capitaux ou de personnes, dont le siège de direction effective est situé dans Les Emirats Arabes Unis, soit par l'Etat des Emirats Arabes Unis ou par des sociétés dans lesquelles cet Etat détient une participation.*

3. *Nonobstant les dispositions de l'article 3, paragraphe 1, alinéa d :*

a) *Au sens du paragraphe 1 du présent article, l'expression "entreprise de France" vise une entreprise désignée par le Gouvernement français et l'expression "entreprise des Emirats Arabes Unis" vise une entreprise désignée par le Gouvernement des Emirats Arabes Unis.*

b) *La liste des entreprises désignées par chaque Gouvernement sera échangée par lettres par la voie diplomatique et fera l'objet de modification selon la même procédure.*

4. a) *Les bénéfices provenant de l'exploitation en trafic international de navires ne sont imposables que dans l'Etat où le siège de direction effective de l'entreprise est situé ;*

b) *Nonobstant les dispositions de l'alinéa a), les bénéfices provenant de l'exploitation de navires en trafic international par une société, y compris une société de personnes (partnership) qui est un résident des Emirats Arabes Unis, dont plus de 50 pour cent du capital est*

possédé, directement ou indirectement, par des personnes qui ne sont pas résidentes des Emirats Arabes Unis peuvent être imposés en France, si cette société dispose en France d'un établissement stable.

5. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat où se trouve le port d'attache de ce navire, ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat dont l'exploitant du navire est un résident.

6. Les dispositions des paragraphes précédents s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupe, (pool), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

ARTICLE 8

DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société d'un Etat à un résident de l'autre Etat sont imposables dans le premier Etat seulement si :

- le bénéficiaire des dividendes détient directement ou indirectement plus de 25 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des dividendes, ou

- la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement soit à une activité industrielle ou commerciale exercée dans cet Etat par le bénéficiaire des dividendes par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit à une profession indépendante, exercée dans cet Etat par le bénéficiaire des dividendes au moyen d'une base fixe qui y est située.

2. Nonobstant l'article 1 de cette Convention, les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent également aux dividendes payés par une société d'un Etat à l'autre Etat lui-même, la Banque Centrale ou les institutions publiques de cet autre Etat.

3. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Un résident des Emirats Arabes Unis qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France peut obtenir

Le remboursement du précompte afférent à ces dividendes acquitté, le cas échéant, par cette société.

Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de l'ensemble des dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 9

REVENUS DE CREANCES

1. Les revenus de créances provenant d'un Etat et payés à un résident de l'autre Etat sont imposables dans le premier Etat, mais si la créance génératrice des revenus ne se rattache pas effectivement soit à une activité industrielle ou commerciale exercée dans cet Etat par le bénéficiaire des revenus par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit à une profession indépendante exercée dans cet Etat par le bénéficiaire des revenus au moyen d'une base fixe qui y est située :

a) aucun impôt n'est prélevé dans cet Etat si ses revenus sont payés :

(i) en liaison avec toute transaction industrielle ou commerciale, ou

(ii) à raison de prêts de toute nature consentis par une banque, ou un Etat lui-même, ou

(iii) au titre d'obligations négociables.

b) l'impôt ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des revenus dans les autres cas.

2. Nonobstant l'article 1 de la présente Convention, les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent également aux revenus de créances provenant d'un Etat et payés à l'autre Etat lui-même, la Banque Centrale ou des institutions publiques de cet autre Etat.

3. L'expression "revenus de créances" employée dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres.

ARTICLE 10

REDEVANCES

1. *Les redevances provenant d'un Etat et payées à un résident de l'autre Etat sont imposables dans le premier Etat seulement si le droit ou le bien générateur des redevances se rattache effectivement soit à une activité industrielle ou commerciale, exercée dans cet Etat par le bénéficiaire des redevances par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit à une profession indépendante exercée dans cet Etat par le bénéficiaire des redevances au moyen d'une base fixe qui y est située.*

2. *Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les oeuvres enregistrées pour la radio-diffusion ou la télévision, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets ainsi que pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.*

ARTICLE 11

GAINS EN CAPITAL

1. a) *Les gains qu'un résident d'un Etat tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 5 et situés dans l'autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.*

b) *Les gains provenant de l'aliénation d'actions ou de parts dans une société dont l'actif est constitué pour plus de 80 pour cent de biens immobiliers ou de droits portant sur ces biens sont imposables dans l'Etat où ces biens immobiliers sont situés, lorsque, selon la législation de cet Etat, ces gains sont soumis au même régime fiscal que les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers. Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les immeubles affectés par cette société à sa propre exploitation industrielle, commerciale ou agricole, ou à l'exercice d'une profession indépendante.*

2. *Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés dans le paragraphe 1 sont exclusivement imposables dans l'Etat dont le cédant est un résident, à moins que le bien dont l'aliénation est génératrice du gain se rattache effectivement soit à une activité industrielle ou commerciale, exercée dans l'autre Etat*

par le cédant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit à une profession indépendante exercée dans l'autre Etat par le cédant au moyen d'une base fixe qui y est située.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les gains provenant de l'aliénation d'actions représentant une participation substantielle dans le capital d'une société sont imposables dans l'Etat dont la société est un résident. On considère qu'il y a une participation substantielle quand le cédant détient, directement ou indirectement, des actions qui, réunies, donnent droit à plus de 25 pour cent des bénéfices de la société.

ARTICLE 12

PROFESSIONS INDEPENDANTES

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables à cette base fixe.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

ARTICLE 13

PROFESSIONS DEPENDANTES

1. Sous réserve des dispositions des articles 14, 15 et 16, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat ne sont imposables que dans le premier Etat si :

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée, et

b) Les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et

c) La charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Sous réserve des dispositions des articles 15 et 16 et notwithstanding les dispositions des paragraphes 1 et 2, les rémunérations qu'un professeur ou un chercheur qui est ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat, un résident de l'autre Etat et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y enseigner ou de s'y livrer à des recherches, reçoit au titre de ces activités, ne sont imposées que dans l'autre Etat. Cette disposition s'applique pendant une période n'excédant pas 24 mois décomptés à partir de la date de la première arrivée du professeur ou du chercheur dans le premier Etat afin d'y enseigner ou de s'y livrer à des recherches.

4. Notwithstanding les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues par un résident d'un Etat au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire, ou d'un aéronef, exploité en trafic international, ne sont imposables que dans cet Etat.

ARTICLE 14

PENSIONS

1. Sous réserve des dispositions de l'article 15, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Notwithstanding les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat sont imposables dans cet Etat.

ARTICLE 15

FONCTIONS PUBLIQUES

1. Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat ou l'une de ses collectivités territoriales, ou par l'une de leurs personnes morales de droit public à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette collectivité, ou à cette personne morale de droit public, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les pensions payées par un Etat ou l'une de ses collectivités territoriales, ou par l'une de leurs personnes morales de droit public, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont

constitués, d'une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette collectivité, ou à cette personne morale de droit public, ne sont imposables que dans cet Etat.

3. Les dispositions des articles 13 et 14 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat ou l'une de ses collectivités territoriales ou par l'une de leurs personnes morales de droit public.

ARTICLE 16

ETUDIANTS

1. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat, un résident de l'autre Etat et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation, ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

2. Les rémunérations qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat, un résident de l'autre Etat et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit au titre de services rendus dans le premier Etat, ne sont pas imposables dans le premier Etat à condition que ces services soient en rapport avec ses études ou sa formation ou que la rémunération de ces services soit nécessaire pour compléter les ressources dont il dispose pour son entretien.

ARTICLE 17

SUCCESSIONS

1. Les biens immobiliers ne sont soumis à l'impôt sur les successions que dans l'Etat où ils sont situés.

2. Les biens meubles corporels ou incorporels effectivement rattachés à l'exercice, dans un Etat, d'une profession indépendante ou d'une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable ou d'une base fixe qui y est situé, ne sont soumis à l'impôt sur les successions que dans cet Etat.

3. Les biens meubles corporels et incorporels (y compris les titres et dépôts) auxquels le paragraphe 2 du présent article n'est pas applicable ne sont soumis à l'impôt sur les successions que dans l'Etat dont le défunt était un résident au moment du décès.

ARTICLE 18

DISPOSITIONS SPECIFIQUES

1. Rien dans la présente Convention n'empêche l'application d'un régime fiscal plus favorable qui pourrait être prévu par la législation interne française en vigueur pour les investissements publics étrangers.
2. Les personnes physiques qui sont des résidents des Emirats Arabes Unis et qui disposent d'une ou plusieurs habitations pour leur usage privé en France, sans y avoir leur domicile fiscal au sens de la législation française, sont exonérées de l'impôt sur le revenu établi sur la base de la valeur locative de cette ou de ces habitations.
3. Les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat à un résident de l'autre Etat, sont déductibles pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.
4. Si une personne qui est un résident d'un Etat au sens de la législation interne de cet Etat est considérée comme un résident de l'autre Etat sur le fondement du critère de citoyenneté prévu à l'article 4-2 (c), le premier Etat peut refuser à cette personne les exonérations ou réductions d'impôts prévues par la Convention pour les résidents de l'autre Etat, mais traite néanmoins cette personne comme un non résident pour l'application de sa législation interne.

ARTICLE 19DISPOSITIONS POUR ELIMINER LES DOUBLES IMPOSITIONS
EN CE QUI CONCERNE LA FRANCE

- A. Les bénéfices et autres revenus positifs qui proviennent des Emirats Arabes Unis et qui y sont imposables conformément aux dispositions de la présente Convention, sont également imposables en France lorsqu'ils reviennent à un résident de France. L'impôt payé dans les Emirats Arabes Unis n'est pas déductible pour le calcul du revenu imposable en France mais le bénéficiaire a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français dans la base duquel ces revenus sont compris. Ce crédit d'impôt est égal :

- Pour les revenus visés aux articles 8 et 9, au montant de l'impôt payé dans les Emirats Arabes Unis, conformément aux dispositions de ces articles. Il ne peut toutefois excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus ;

- Pour tous les autres revenus, au montant de l'impôt français correspondant. Cette disposition est également applicable aux rémunérations visées à l'article 15 lorsque le bénéficiaire est un résident de France.

B- Lorsqu'une personne qui est un résident des Emirats Arabes Unis ou qui y est établie, est fiscalement domiciliée en France au sens du droit interne français ou est une filiale contrôlée directement ou indirectement à plus de 50% par une société dont le siège de direction est en France, les revenus de cette personne sont imposables en France notwithstanding toute autre disposition de la présente Convention.

Dans ce cas, pour tous les revenus imposables dans les Emirats Arabes Unis en vertu de la présente Convention, la France impute sur l'impôt afférent à ces revenus le montant de l'impôt perçu par les Emirats Arabes Unis.

Les dispositions de ce paragraphe B ne sont pas applicables aux personnes physiques qui sont des citoyens des Emirats Arabes Unis.

C- Les biens successoraux d'un résident de France sont exonérés des impôts français mentionnés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 2, lorsque ces biens sont imposables dans les Emirats Arabes Unis en vertu de la présente Convention. La France conserve cependant le droit de calculer l'impôt sur les biens imposables en France en vertu de la présente Convention d'après le taux moyen applicable à l'ensemble des biens que sa législation interne lui permet d'imposer.

ARTICLE 20

DISPOSITIONS POUR ELIMINER LES DOUBLES IMPOSITIONS EN CE QUI CONCERNE LES EMIRATS ARABES UNIS

La double imposition est évitée en conformité avec les dispositions de la législation de l'Etat des Emirats Arabes Unis.

ARTICLE 21

PROCEDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat ou par les Etats entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat dont elle est un résident. Le cas doit être soumis dans les deux ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des deux Etats.

3. Les autorités compétentes des deux Etats s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des deux Etats peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée de représentants des autorités compétentes de ces Etats.

5. Les autorités compétentes des deux Etats règlent d'un commun accord les modalités d'application de la Convention, et notamment les formalités que devront accomplir les résidents d'un Etat pour obtenir dans l'autre Etat les réductions ou les exonérations d'impôt prévues par la Convention.

ARTICLE 22

FUNCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et leurs domestiques privés, les membres des postes consulaires, ainsi que les membres des délégations permanentes auprès d'organisations internationales en vertu soit des règles générales du droit des gens soit de dispositions d'accords particuliers.

ARTICLE 23

CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

1. La présente Convention s'applique :

a) en ce qui concerne la France, aux départements européens et d'outre-mer de la République française y compris la mer territoriale et au delà de celle-ci aux zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République française a des droits sou-

verains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources des fonds marins et de leur sous-sol, et des eaux surjacentes.

b) en ce qui concerne les Emirats Arabes Unis, au territoire des Emirats Arabes Unis, et aux îles leur appartenant y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci aux zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, l'Etat des Emirats Arabes Unis a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources des fonds marins et de leur sous-sol et des eaux surjacentes.

2. *La présente Convention peut être étendue, telle quelle ou avec les modifications nécessaires, aux territoires d'outre-mer et aux autres collectivités territoriales de la République française, qui perçoivent des impôts de caractère analogue à ceux auxquels s'applique la Convention. Une telle extension prend effet à partir de la date qui est fixée d'un commun accord entre les Etats par échange de notes diplomatiques ou selon toute autre procédure conforme à leurs dispositions constitutionnelles. Cet accord prévoit également les modifications nécessaires à la Convention et les conditions de son application aux territoires d'outre-mer auxquels elle est étendue.*

3. *A moins que les deux Etats n'en soient convenus autrement, la dénonciation de la Convention par l'un d'eux en vertu de l'article 24, mettra fin, dans les conditions prévues à cet article, à l'application de la Convention à tout territoire auquel elle a été étendue conformément au présent article.*

ARTICLE 24

ENTREE EN VIGUEUR ET DENONCIATION

1. *Chacun des deux Etats notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière de ces notifications.*

2. *Ses dispositions s'appliqueront pour la première fois :*

a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes mises en paiement à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

b) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux revenus réalisés pendant l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur, ou afférents à l'exercice comptable clos au cours de cette année;

c) en ce qui concerne les impôts sur les successions, aux successions des personnes décédées à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention ;

d) en ce qui concerne la taxe professionnelle mentionnée à l'article 7, à la taxe établie au titre de l'année de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

3. La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant pourra dénoncer la Convention par voie diplomatique avec un préavis de six mois avant la fin de chaque année civile postérieure à l'année 1993. Dans ce cas la Convention cessera d'être applicable.

Les dispositions suivantes de la Convention cesseront de s'appliquer comme il est indiqué ci-après :

a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes mises en paiement au plus tard le 31 décembre de l'année civile à la fin de laquelle elle cessera d'être en vigueur;

b) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux revenus réalisés pendant l'année civile à la fin de laquelle elle cessera d'être en vigueur, ou afférents à l'exercice comptable clos au cours de cette année;

c) en ce qui concerne les impôts sur les successions, aux successions des personnes décédant au plus tard le 31 décembre de l'année civile à la fin de laquelle elle cessera d'être en vigueur;

d) en ce qui concerne la taxe professionnelle, à la taxe imposée au titre de l'année pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Abou Dhabi, le 19 juillet 1989, en double exemplaire, en langues française et arabe, les deux textes faisant également foi.

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sera réglé par la voie diplomatique ou par la procédure amiable définie à l'article 21 ci-dessus.

Pour le Gouvernement
de la République française :



HUBERT COLIN DE VERDIÈRE
Ambassadeur de France
auprès de l'Etat des Emirats arabes unis

Pour le Gouvernement
des Emirats arabes unis :



AHMED HUMAID ALTAYER
Ministre d'Etat
des Finances et de l'Industrie

قبل ستة أشهر على الأقل من نهاية كل سنة ميلادية بعد سنة ١٩٩٣ م ، وفي هذه الحال ينتهي مفعول هذه الإتفاقية .
ينتهي سريان الاحكام التالية للإتفاقية بالشكل المبين أدناه :

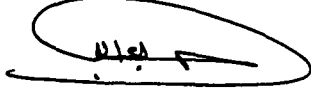
- أ- فيما يخص الضرائب المقتطعة في المنبع ، على الصبالغ التي يجب دفعها في ٣١ ديسمبر أو قبله من السنة الميلادية التي ينتهي فيها مفعول هذه الإتفاقية .
- ب- فيما يخص الضرائب الأخرى على الدخل ، على المدخيل المحققة خلال السنة الميلادية التي ينتهي في نهايتها مفعول هذه الإتفاقية ، أو على المدخيل المتعلقة بالفترة الحسابية التي تنتهي في غضون هذه السنة .
- ج- فيما يخص الضرائب على الشركات ، على شركات الأشخاص المتوفين في ٣١ ديسمبر أو قبله من السنة الميلادية التي ينتهي بإنتهائها مفعول هذه الإتفاقية .
- د- فيما يخص الضريبة المهنية ، على الضريبة المفروضة والخاصة بالسنة التي يتم إقفال الحقوق لنهايتها .

تصدیقاً لهذه الإتفاقية وقع المندوبان المفوضان عليها .

حررت في أبوظبي في هذا اليوم التاسع عشر من شهر يوليو من عام ١٩٩٩ م .

من نخبتين باللغتين الفرنسية والخربية وهما على درجة متساوية من الحجية .
وفي حالة حدوث أي خلاف حول تفسير أو تطبيق أحكام هذه الإتفاقية ، يحل عبر الطرق الدبلوماسية أو عبر الإجراءات الوحيدة التي تنص عليها المادة (٢١) أعلاه .

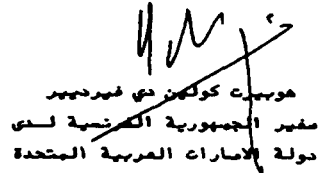
من حكومة دولة الإمارات الخربية المتحدة



أحمد حميد الطاير

وزير الدولة لشؤون المالية والصناعة

من حكومة الجمهورية الفرنسية



هوبيرت كولكون دي فيرديهير
مغير الجمهورية الفرنسية لدى
دولة الإمارات العربية المتحدة

المتحدة بحقوق سيادة ، من أجل إكتشاف وإستغلال موارد قاع البحر وما دونه ، وكذلك موارد المياه الواقعة فوق قاع البحر .

- ٢- يمكن توسيع تطبيق هذه الإتفاقية برمتها أو بإجراء أي تعديلات ضرورية لتشمل الأقاليم الفرنسية ما وراء البحار والمطبات الإقليمية الأخرى التابعة للجمهورية الفرنسية ، التي تفرغ فرائض ذات صفة مشابهة للفرائض التي تنطبق عليها هذه الإتفاقية .
ويدخل مثل هذا التوسيع حيز التنفيذ إعتباراً من التاريخ الذي تتفق الدولتان على تحديده في مذكرات يتم تبادلها عبر القنوات الدبلوماسية أو عبر أي إجراءات أخرى تتوافق واحكامها الدستورية .
ويتم هذا الإتفاق أيضاً على إجراء التعديلات اللازمة على الإتفاقية وعلى كيفية تطبيقها على أقاليم ما وراء البحار التي يشملها التوسيع .
- ٣- ما لم تتفق الدولتان على خلاف ذلك ، فإن نغم الإتفاقية من قبل إحداها وفقاً للمادة (٢٤) ، ينهي ، حسب الطرق التي تنص عليها هذه المادة ، تطبيق الإتفاقية على كل الأقاليم التي سبق أن شملها التوسيع بموجب هذه المادة .

المادة (٢٤)

الدخول حيز التنفيذ والدخول

- ١- تقوم كل دولة بإخطار الدولة الأخرى عن إتمام الإجراءات المطلوبة من أجل دخول هذه الإتفاقية حيز التنفيذ . وتدخل الإتفاقية حيز التنفيذ في اليوم الأول من الشهر الثاني الذي يلي يوم إستلام آخر هذين الإخطارين .
- ٢- تنطبق احكام هذه الإتفاقية باديء ذي بدء :
- أ- فيما يخص الفرائض المقطعة في المنبع ، على المبالغ التي يجب دفعها إعتباراً من تاريخ دخول هذه الإتفاقية حيز التنفيذ .
ب- فيما يخص الفرائض الأخرى على الدخل ، على المداخيل المحققة في غضون السنة الميلادية التي دخلت الإتفاقية خلالها حيز التنفيذ ، أو على المداخيل المتعلقة بالفترة الحماية التي تنتهي في غضون هذه السنة .
ج- فيما يخص الفرائض على الشركات ، على شركات الأشخاص المتوفين إعتباراً من تاريخ دخول هذه الإتفاقية حيز التنفيذ .
د- فيما يخص الخريبة المهنية المشار إليها في المادة (٧) ، على الخريبة المفروضة والخاصة بحنة دخول هذه الإتفاقية حيز التنفيذ .
- ٣- تظل هذه الإتفاقية مارية المعمول إلى حين نقيها من قبل إحدى الدولتين المتعاقبتين ، ويجوز لإحدى الدولتين المتعاقبتين نغم الإتفاقية عبر القنوات الدبلوماسية عن طريق إخطار

لهذه السلطات المختصة أن تتشاور أيضاً لإزالة الإزدواج الخريبي في الحالات غير المنصوص عليها في هذه الإتفاقية .

٤- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين أن تشمل ببعضها مباشرة للتوصل إلى إتفاق على النحو الوارد في الفقرات السابقة لهذه المادة . إذا ظهر أن تبادل وجهات النظر الشفهية يسهل الوصول إلى هذا الإتفاق ، فإنه يمكن أن يتم تبادل وجهات النظر بواسطة لجنة مؤلفة من ممثلي السلطات المختصة في الدولتين .

٥- تموي السلطات المختصة في الدولتين بإتفاق مشترك طرق تطبيق هذه الإتفاقية وبمفء خاصة الإجراءات التي يجب أن يقوم بها المقيمون في مولة للحصول في الدولة الأخرى على التخفيضات أو الإعفاءات الضريبية التي تمنع عليها هذه الإتفاقية .

المادة (٢٢)

الموظفون الدبلوماسيون والقنصليون

لا تؤثر أحكام هذه الإتفاقية على الإمتيازات الضريبية التي يحتفيد منها أعضاء المبعثات الدبلوماسية وخدمهم الشخصيون ، والموظفون القنصليون ، وأعضاء الوفود الدائمة لدى المنظمات الدولية ، وفقاً للأحكام العامة للقانون الدولي ، أو وفقاً لأحكام إتفاقيات خاصة .

المادة (٢٣)

نطاق التطبيق الجغرافي

١- تنطبق هذه الإتفاقية :

أ- فيما يخص فرنسا ، على المحافظات الأوربية ومحافظات ما وراء البحار التابعة للجمهورية الفرنسية ، بما فيها المياه الإقليمية ، والمناطق الواقعة ما وراء المياه الإقليمية التي ، وفقاً لأحكام القانون الدولي ، تتمتع فيها الجمهورية الفرنسية بحقوق سيادة ، من أجل إكتشاف وإستغلال موارد قاع البحر وما مونه ، وكذلك موارد المياه الواقعة نسوق قاع البحر .

ب- فيما يخص الإمارات العربية المتحدة ، على الأراضي والجزر التي تشكل دولة الإمارات العربية المتحدة ، بما فيها المياه الإقليمية ، والمناطق الواقعة ما وراء المياه الإقليمية التي وفقاً لأحكام القانون الدولي ، تتمتع فيها دولة الإمارات العربية

ولا تنطبق أحكام الفقرة (ب) من هذه المادة على الأفراد الذين هم من مواطني الإمارات العربية المتحدة .

ج- فيما يخص الأموال المائدة لشركة مقيم في فرنسا ، فإنها تعفى من المرائب الفرنسية المشار إليها في المادة (٢) ، الفقرة (١) ، الفقرة الفرعية (١) ، إذا خضعت هذه الأموال للخريبة في الإمارات العربية المتحدة ، وفقاً لهذه الإتفاقية .
غير أن فرنسا تحتفظ لنفسها بالحق بإحتساب الخريبة على الأموال الخاضعة للخريبة في فرنسا وفقاً لهذه الإتفاقية ، حسب المعدل الوسطى المطبق على مجموع الأموال الخاضعة للخريبة وفقاً للتشريعات الداخلية الفرنسية .

المادة (٢٠)

أحكام لتجنب الإزدواج الضريبي فيما يخص الإمارات العربية المتحدة

يتم تجنب الإزدواج الضريبي وفقاً لأحكام التشريعات في دولة الإمارات العربية المتحدة .

المادة (٢١)

الإجراءات الودية

١- عندما يعتبر خصم ما أن التدابير التي تتخذها دولة أو الدولتان تؤدي أو ستؤدي فيما يخصه إلى إضعافه لضريبة لا تتفق وأحكام هذه الإتفاقية ، فإن هذا الشخص ، بغض النظر عن الإجراءات القانونية التي تتم عليها التشريعات الداخلية لهاتين الدولتين ، يمكن لسه أن يقوم بعرض قضيته على السلطة المختصة في الدولة التي يقيم فيها . ويجب أن تصرف القضية خلال المنتهين الثاليتين بعد الإحصار الأول بالتدبير الذي يؤدي إلى فرض ضريبة لا تتفق وأحكام هذه الإتفاقية .

٢- تتم السلطة المختصة ، إذا ظهر لها أن للإعتراض ما يبرره ، وإذا لا تستطيع بنفسها توفير حل مرضي ، إلى حل القضية عن طريق الإتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة الأخرى ، من أجل تجنب فرض ضريبة لا تتفق وأحكام هذه الإتفاقية . ويتم تنفيذ ما يتفق عليه فيما كانت المهل المنصوص عليها في التشريعات الداخلية للدولتين .

٣- تتم السلطات المختصة في الدولتين ، عن طريق الإتفاق الودي ، إلى توعية أي معوقات ، أو إلى إزالة أي حواجز التي يمكن أن تنشأ بخصوص تفسير هذه الإتفاقية أو تطبيقها . ويجوز

- ٢- الأفراد المقيمون في الإمارات العربية المتحدة والذين يوجد تحت تصرفهم مسكن أو مساكن لإستعمالهم الخاص في فرنسا ، دون أن يكونوا من ذوي الإنتهاء المريبين لفرنسا حسب التشريعات الفرنسية ، يكونوا معفيين من ضريبة الدخل المحتسبة على أساس القيمة الإيجارية لهذا المسكن أو لهذه المساكن .
- ٢- أما الفوائد والإتاوات والمصاريف الأخرى التي تدفعها مؤسسة تابعة لدولة إلى شخص مقيم في الدولة الأخرى ، فإنها تخضع من أجل تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة لهذه المؤسسة ، وذلك بنفس الشروط كما لو تمّ دفعها إلى مقيم في الدولة الأولى .
- ٤- حينما يعتبر شخص مقيم في دولة بموجب التشريعات الداخلية لهذه الدولة ، مقيماً في الدولة الأخرى على أساس مقياس الجنسية الذي تنص عليه المادة (٤) الفقرة (٢) الفقرة الفرعية (ج) ، يمكن للدولة الأولى أن ترفض منح هذا الشخص الإعفاءات أو التخفيضات المريبية التي تنص عليها هذه الإتفاقية لصالح المقيمين في الدولة الأخرى ، ومع ذلك فإن الدولة الأولى تعتبر هذا الشخص كأنه غير مقيم فيما يخص تطبيق تفرماتها الداخلية .

المادة (١٩)

أحكام لإزالة الأزدواج المريبين فيما يخص فرنسا

- ١- الأرباح والمداعيل الإيجابية الأخرى الخاضعة في الإمارات العربية المتحدة والخاضعة للضريبة في هذه الدولة طبقاً لأحكام هذه الإتفاقية ، تخضع أيضاً للضريبة في فرنسا ، عندما يمتلكها مقيم في فرنسا .
- أما الضريبة المدفوعة في الإمارات العربية المتحدة ، فلا يمكن إستقطاعها في فرنسا من أجل إحتساب الدخل الخاضع للضريبة ، ولكن للمتعهد حق في رصيد دائن مريبين يحتسب بالنسبة للضريبة الفرنسية التي تتخضع في أساسها هذا الدخل .
- ويكون الرصيد الدائن المريبين معادلاً :-
- فيما يخص الدخل المشار إليه في المادتين (٨) و (٩) ، لمبلغ الضريبة المدفوعة في الإمارات العربية المتحدة وفقاً لأحكام هاتين المادتين ، ولكنه لا يمكن لهذا الرصيد الدائن المريبين أن يتجاوز مبلغ الضريبة الفرنسية التي تفرغ على هذا الدخل .
 - فيما يخص المداعيل الأخرى ، لمبلغ الضريبة الفرنسية التي تفرغ على هذه المداعيل . وتطبق هذه الأحكام أيضاً على المكافآت المشار إليها في المادة (١٥) عندما يكون المستفيد مقيماً في فرنسا .
- ٢- عندما شخص مقيم أو ساكن في الإمارات العربية المتحدة ، يكون مقيم لجهة الضريبة في فرنسا وفقاً للتشريعات الداخلية الفرنسية أو يكون فرعاً تمتلك أكثر من ٥٠٪ (خمسين بالمائة) منه مباشرة أو غير مباشرة شركة يقع مقر إدارتها في فرنسا ، فإن دخل هذا الشخص يخضع للضريبة في فرنسا ، بغض النظر من أية أحكام أخرى من هذه الإتفاقية .
- في هذا الحال وفيما يخص جميع المداعيل الخاضعة للضريبة في الإمارات العربية المتحدة وفقاً لهذه الإتفاقية فإنه ، تاذن فرنسا إستقطاع من الضريبة على الدخل مبلغ الضريبة التي تفرغها الإمارات العربية المتحدة .

المادة (١٦)الطلبية

- ١- إن المبالغ التي يستلمها طالب أو متمرن يكون أو سبق له أن كان مباحرة ، قبل حضوره إلى دولة ، مقيماً في الدولة الأخرى ، يقيم في الدولة الأولى من أجل متابعة دراساته أو تاهيله فقط ، وذلك لتغطية النفقات الخاصة بمعيشته أو بدراساته أو بتاهيله ، لا تخضع للضريبة في هذه الدولة ، بشرط أن يكون مصدر هذه المبالغ من خارج هذه الدولة .
- ٢- إن المكافآت التي يستلمها طالب أو متمرن يكون أو سبق له أن كان مباحرة ، قبل حضوره إلى دولة ، مقيماً في الدولة الأخرى ، يقيم في الدولة الأولى من أجل متابعة دراساته أو تاهيله فقط ، وذلك من جراء خدمات يؤديها في الدولة الأولى ، لا تخضع للضريبة في الدولة الأولى بشرط أن تكون هذه الخدمات متصلة بدراساته أو بتاهيله أو أن تكون مكافآت هذه الخدمات ضرورية لتكملة المبالغ المتاحة له من أجل معيسته .

المادة (١٧)التركبات

- ١- لا تخضع الاموال غير المنقولة للضريبة على التركبات إلا في الدولة التي تقع فيها .
- ٢- إن الاموال المنقولة المادية أو غير المادية المتصلة فعلياً بممارسة مهنة حرة أو نشاط تجاري أو صناعي في دولة بولاية منشأة ثابتة أو مقر ثابت يقع في هذه الدولة ، لا تخضع للضريبة على التركبات الا في هذه الدولة .
- ٣- إن الاموال المنقولة المادية وغير المادية (بما في ذلك الاوراق المالية والودائع.....) والتي لا تنطبق عليها الفقرة (٢) من هذه المادة ، لا تخضع للضريبة على التركبات إلا في الدولة التي كان يقيم فيها الشخص المتوفي عند وفاته .

المادة (١٨)احكام ختامية

- ١- لا شيء في هذه الإتفاقية من شأنه أن يحول دون تطبيق نظام ضريبي أفضل بخصوص الإستثمارات العامة الاجنبية والتي يمكن أن تنم عليه التشريعات الضريبية الفرنسية .

تنطبق هذه الاحكام على مدة لا تزيد عن ٢٤ شهراً إعتباراً من تاريخ أول وصول للمعلم أو للباحث إلى الدولة الأولى من أجل التعليم أو البحث .

٤- بالرغم من الاحكام السابقة لهذه المادة ، فإن المكافآت التي يستلمها معلم في دولة من جراء وظيفة يمارسها على ظهر سفينة أو على متن طائرة عاملة في النقل الدولي ، لا تخضع للضريبة إلا في هذه الدولة .

المادة (١٤)

مماشات التقاعد

١- مع مراعاة أحكام المادة (١٥) ، فإن مماشات التقاعد وغيرها من المكافآت المشابهة التي يتم دفعها إلى معلم في دولة من جراء وظيفة سابقة ، لا تخضع للضريبة إلا في هذه الدولة .

٢- بالرغم من أحكام الفقرة (١) من هذه المادة ، فإن مماشات التقاعد وغيرها من المبالغ التي يتم دفعها طبقاً للتشريعات الخاصة للضمان الإجتماعي التابعة لدولة ، لا تخضع للضريبة إلا في هذه الدولة .

المادة (١٥)

الوظائف الخاصة

١- إن المكافآت غير مماشات التقاعد التي يتم دفعها من قبل دولة أو سلطة محلية تابعة لها أو شخص معنوي تابع لها ، إلى لرد من جراء خدمات أداها لهذه الدولة أو لهذه السلطة المحلية أو لهذا الشخص المعنوي ، لا تخضع للضريبة إلا في هذه الدولة .

٢- إن مماشات التقاعد التي يتم دفعها من قبل دولة أو سلطة محلية تابعة لها أو شخص معنوي تابع لها ، مباشرة أو بواسطة معاديق سالية خاصة ، إلى لرد من جراء خدمات أداها لهذه الدولة أو لهذه السلطة المحلية أو لهذا الشخص المعنوي ، لا تخضع للضريبة إلا في هذه الدولة .

٣- إن أحكام المادتين (١٢) و (١٤) تنطبق على المكافآت وعلى مماشات التقاعد التي يتم دفعها من جراء خدمات متعلقة بنشاط معاشي أو تجاري تمارسه دولة أو سلطة محلية تابعة لها أو شخص معنوي تابع للقطاع العام .

المادة (١٢)المهين الحرة

- ١- إن الدخل الذي يجنيه مقيم في دولة من ممارسته مهنة حرة أو من نشاطات أخرى ذات طبيعة مستقلة ، لا يخضع للضريبة إلا في هذه الدولة ، إلا إذا كان لدى هذا المقيم ، بشكل عسائي ، مقرراً ثابتاً في الدولة الأخرى لممارسة نشاطاته . وإذا كان لديه مقرراً ثابتاً كهذا ، فإن الدخل يخضع للضريبة في الدولة الأخرى ، ولكن فقط بالقدر الذي يمكن نسب هذا الدخل إليسى هذا المقر الثابت .
- ٢- تخضع عبارة " المهين الحرة " بشكل عام للنشاطات المستقلة المتعلقة بالمطعم أو الألب أو الفنون أو التعليم أو التربية ، وكذلك النشاطات المستقلة للأطباء ، والمحامين ، والمهندسين ، والمهندسين المعماريين ، وأطباء الأسنان والمحاسبين .

المادة (١٣)المهين غير الحرة

- ١- مع مراعاة أحكام المواد (١٤) ، (١٥) ، (١٦) فإن الأجر والرواتب والمكافآت الأخرى المماثلة التي يستلمها مقيم في دولة من جراء وظيفة لا تخضع للضريبة سوى في هذه الدولة ، إلا في حال ممارسة الوظيفة في الدولة الأخرى . في حال ممارسة الوظيفة في الدولة الأخرى ، فإن المكافآت المستلمة من جراء ذلك ، تخضع للضريبة في هذه الدولة الأخرى .
- ٢- بالرغم من أحكام الفقرة (١) من هذه المادة ، فإن المكافآت التي يستلمها مقيم في دولة من جراء وظيفة يمارسها في الدولة الأخرى لا تخضع للضريبة إلا في الدولة الأولى إذا :
- أ- كان المقيم يقيم في الدولة الأخرى لمدة أو لمدد لا تتجاوز في مجملها ١٨٢ يوماً خلال السنة الضريبية المعنية ، و
- ب- كان دفع المكافآت يتم من قبل رب عمل ، أو لحساب رب عمل يكون غير مقيم في الدولة الأخرى ، و
- ج- كانت تكاليف المكافآت لا تتحملها منشأة ثابتة أو مقر ثابت يمتلكه رب العمل نسبي الدولة الأخرى .
- ٢- مع مراعاة أحكام المادتين (١٥) و (١٦) وبالرغم من أحكام المعرفتين (١) و (٢) من هذه المادة فإن المكافآت التي يستلمها معلم أو باحث يكون له أو سبق له أن كان مباشرة ، قبل حذوره إلى دولة ، مقيماً في الدولة الأخرى والذي يقيم في الدولة الأولى من أجل التعليم أو البحث دون سواهما ، فإن المكافآت التي يستلمها من جراء هذه النشاطات لا تخضع للضريبة إلا في الدولة الأخرى .

٢- تعني لفظة "إتاوات" المستعملة في هذه المادة ، المدفوعات من أي نوع كانت والتي يتسم إستلامها لقاء إستعمال أو حق إستعمال أي حق مؤلف لعمل أدبي أو فني أو علمي ، بما في ذلك الافلام السينمائية والاعمال المحجلة للإذاعة أو التليفزيون ، وأي حقوق براءة إختراع ، أو علامة مناعية أو تجارية أو تصميم أو نموذج أو خطة ، أو صيغة أو طريقة سرية ، وكذلك لقاء إستعمال أو حق إستعمال معلومات متعلقة بخبرة مناعية أو تجارية أو علمية .

المادة (١١)

زيادات في قيمة رأس المال

١- ١- إن الزيادات في القيمة التي يجنيها مقيم في دولة من تحويل الأموال غير المنقولة المشار إليها في المادة (٥) والواقعة في الدولة الأخرى تخضع للخريبة في هذه الدولة الأخرى .

٢- إن الزيادات في القيمة الناجمة عن تحويل أسهم أو حصص في شركة تتألف أكثر من ٨٠٪ (ثمانين بالمائة) من موجوداتها من أموال غير منقولة ، أو من حقوق متعلقة بأموال غير منقولة تخضع للخريبة في الدولة التي تقع فيها هذه الأموال غير المنقولة ، عندما تكون هذه الزيادات في القيمة ، حسب تشريعات هذه الدولة خاضعة لنفس النظام الخريبي السببي تخضع له الزيادات في القيمة الناجمة عن تحويل أموال غير منقولة . ولا تخضع هذه الأحكام ، لا يؤخذ بعين الإعتبار الأموال غير المنقولة المتعلقة بالنشاط الصناعي أو التجاري أو الزراعي التابع لهذه الشركة ، أو المتعلقة بممارسة مهنة حرة .

٢- إن الزيادات في القيمة الناجمة عن تحويل أي أموال غير تلك المشار إليها في الفقرة (١) من هذه المادة لا تخضع للخريبة سوى في الدولة التي يقيم فيها المحيل ، إلا إذا كانت الأموال المدرة للزيادة في القيمة متعلقة فعلياً بنشاط صناعي أو تجاري يمارسه المحيل في الدولة الأخرى بواسطة منشأة ثابتة تقع فيها ، أو إذا كانت متعلقة فعلياً بمهنة حرة يمارسها المحيل في الدولة الأخرى بواسطة مقر ثابت يقع فيها .

٣- بالرغم من أحكام الفقرة (٢) من هذه المادة ، فإن الزيادات في القيمة الناجمة عن تحويل أسهم تمثّل مشاركة جوهرية في رأس مال شركة ، تخضع للخريبة في الدولة التي يقيم فيها الشركة . وتعتبر المشاركة جوهرية عندما يملك المحيل ، بشكل مباشر أو غير مباشر ، أسهماً تعطيه مجتمعة حقاً بأرباح تزيد على ٢٥٪ (خمس وعشرين) من أرباح الشركة .

المادة (٩)

الدخل الناجم عن الضم الدائنة

١- إن الدخل الناجم عن الضم الدائنة في دولة والتي يتم دفعه إلى مقيم في الدولة الأخرى يخضع للضريبة في الدولة الأولى ، ولكن إذا كانت الضمة الدائنة التي ينجم عنها الدخل غير متمثلة فعلياً بنشاط صناعي أو تجاري يمارسه مستفيد الدخل في الدولة الأولى بواسطة منشأة ثابتة تقع فيها ، أو غير متمثلة فعلياً بمنحة حرة يمارسها مستفيد الدخل في الدولة الأولى عبر مقر ثابت يقع فيها :

١- لا تقتطع أية ضريبة في الدولة الأولى إذا تمّ دفع هذا الدخل :

- بإرتباط بأية معاملة صناعية أو تجارية .
- أو بإرتباط بأي قرض من أي طبيعة كان ممنوح من قبل بنك أو من قبل دولة بنفسها .
- أو بإرتباط بأي صنادق قابلة للتحويل .

٢- في الحالات الأخرى ، لا يمكن أن يتمنى مبلغ الضريبة ٥٠ (خمس بالمائة) من المبلغ الإجمالي للدخل .

٢- بالرغم مما ورد في المادة (١) من هذه الإتفاقية ، فإن احكام الفقرة (١) من هذه المادة تنطبق أيضاً على الدخل الناجم عن الضم الدائنة التي تنشا في دولة والتي يتم دفعها إلى الدولة الأخرى ذاتها ، أو إلى البنك المركزي ، أو إلى المؤسسات السامة التابعة لهذه الدولة الأخرى .

٢- تعني عبارة "الدخل الناجم عن ضم دائنة" المحتملة في هذه المادة الدخل الناجم عن ضم دائنة من أي نوع كانت سواء أكانت أم لم تكن مضمونة برهن أو بحق مشاركة في أرباح المدينين ، كما تعني بصفة خاصة مداخيل النقد العام وصنادق القروض والدخل الناجم عن صنادق بما في ذلك العلاوات والجوائز المتعلقة بهذه الأوراق المالية أو بهذه الصنادق .

المادة (١٠)

الإتاوات

١- إن الإتاوات التي تنشا في دولة والتي يتم دفعها لمقيم في الدولة الأخرى لا تخضع للضريبة في الدولة الأولى إلا إذا إتصلت الحقوق أو الممتلكات التي تنجم عنها هذه الإتاوات إتصلاً فعلياً بنشاط صناعي أو تجاري يمارسه مستفيد الإتاوات في الدولة الأولى بواسطة منشأة ثابتة تقع في هذه الدولة ، أو إتصلاً فعلياً بمنحة حرة يمارسها مستفيد الإتاوات في هذه الدولة بواسطة مقر ثابت يقع فيها .

- ٥- إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمؤسسة ملاحية بحرية يقع على ظهر سفينة ، يعتبر هذا المقر واقعاً في الدولة التي يوجد فيها ميناء قيد السفينة ، أو إذا لم يوجد ميناء القيد ، في الدولة التي يقم فيها مستغل السفينة .
- ٦- إن أحكام الفقرات السابقة من هذه المادة تنطبق أيضاً على الأرباح الحاصلة عن المشاركة لسي مجموعة ، أو في إمتلاك مشترك أو في مؤسسة دولية للإمتلاك .

المادة (أ)

أرباح الأسهم

- ١- إن أرباح الأسهم التي تدفعها شركة تابعة لدولة إلى مقم في الدولة الأخرى لا تخضع للضريبة في الدولة الأولى إلا :
- في حال كان المستفيد من أرباح الأسهم يملك بصورة مباشرة أو غير مباشرة أكثر من ٢٥ ٪ (خمس وعشرين بالمائة) من رأسمال الشركة التي تدفع هذه الأرباح ، على ألا تتمسك الضريبة المفروضة هكذا ، نسبة ٥ ٪ (خمس بالمائة) من إجمالي أرباح الأسهم .
 - أو إذا كانت المشاركة التي ينجم عنها دفع أرباح الأسهم متعلقة فعلياً إما بنشاط صناعي أو تجاري يمارسه المستفيد من أرباح الأسهم في الدولة الأولى بواسطة منشأة شابتة تقع في ذات الدولة ، أو بهيئة حرة يمارسها في هذه الدولة المستفيد من أرباح الأسهم عبر مقر ثابت يقع فيها .
- ٢- بالرغم مما ورد في المادة (١) من هذه الإتفاقية ، تنطبق أحكام الفقرة (١) من هذه المادة أيضاً على أرباح الأسهم التي تدفعها شركة تابعة لدولة إلى الدولة الأخرى ذاتها ، أو إلى البنك المركزي أو إلى المؤسسات الحامة التابعة لهذه الدولة الأخرى .
- ٣- تعني عبارة "أرباح الأسهم" المحتملة في هذه المادة ، الدخل الحاص من الأسهم أو من أسهم التمتع أو من حقوق التمتع ، أو من حصص مناجم ، أو من حصص مؤسسين ، أو من أية حقوق أخرى تدر ربحاً ساعدا النعم الدائنة ، وكذلك الدخل الخاضع لنظام التوزيع بموجب التفريمات الضريبية للدولة التي تقم فيها الشركة الموزعة .
- ٤- يمكن لمقيم في الإمارات العربية المتحدة ، يستلم أرباح أسهم تدفعها شركة تابعة لفرنسا ، إشتراك النعمة المستقطقة مقدماً المتعلقة بهذه الأرباح ، في حال دفعها من قبل هذه الشركة .
- يعتبر المبلغ الإجمالي للنعمة المستقطقة مقدماً التي تم إشتراكها كأرباح أسهم وذلك بما يتعلق بتطبيق مجموع أحكام هذه الإتفاقية .

ز- لا يكفي بحد ذاته لشركة هي مقبلة في دولة أن تسيطر على شركة مقبلة في الدولة الأخرى أو أن تكون خاضعة لسيطرتها ، أو أن تشارك نشاطاً في تلك الدولة الأخرى (سواء بواسطة منشأة ثابتة أو بواسطة أي طريقة أخرى) لكي تعتبر إحدى هاتين الشركتين كمنشأة ثابتة للشركة الأخرى .

المادة (٧)

الملاحة البحرية والجوية

١- إن دخل مؤسسة تابعة لفرنسا الحاجم عن إستغلالها لطائرات في مجال النقل الدولي ، بما في ذلك الدخل الملحق بهذا الإستغلال ، لا يخضع في الإمارات العربية المتحدة للضرائب المشار إليها في المادة (٢) ، الفقرة (١) الفقرة الفرعية (ب) ، وبمف النظر عن أحكام المادة (٢) من هذه الإتفاقية ، لأي ضريبة مطابفة للضريبة المبهنية .

٢- إن دخل مؤسسة تابعة للإمارات العربية المتحدة الحاجم عن إستغلالها لطائرات في مجال النقل الدولي ، بما في ذلك الدخل الملحق بهذا الإستغلال ، لا يخضع في فرنسا للضرائب المشار إليها في المادة (٢) الفقرة (١) ، الفقرة الفرعية (١) من هذه الإتفاقية ، وبمف النظر عن أحكام المادة هذه ، للضريبة المبهنية ، للجزء المطابق لحصة الإستغلال التي يحققها أشخاص طبيعيون مقبمون في الإمارات العربية المتحدة ، أو المطابق لحصة رأ مال المؤسسة التي يملكها ، بشكل مباشر وغير مباشر ، أشخاص طبيعيون مقبمون في الإمارات العربية المتحدة ، أو شركات مالية أو شركات أشخاص ، يكون مقر إدارتها الفعلية في الإمارات العربية المتحدة ، أو تملكها الإمارات العربية المتحدة أو شركات تلك في هذه الدولة حصة ما .

٢- بالرغم من أحكام المادة (٢) الفقرة (١) الفقرة الفرعية (د) :

١- لأغراض الفقرة (١) من هذه المادة ، فإن عبارة مؤسسة تابعة لفرنسا تعني مؤسسة تعينها الحكومة الفرنسية وعبارة مؤسسة تابعة للإمارات العربية المتحدة تعني مؤسسة تعينها حكومة الإمارات العربية المتحدة .

٢- يتم تبادل لائحة المؤسسات التي تعينها كل من الحكومتين بواسطة المذكرات عبر الطرق الدبلوماسية ، وتكون موضوع تعديل حسب الإجراء نفسه .

٤- ١- إن الأرباح الناجمة عن إستغلال السفن في مجال النقل الدولي لا تخضع للضريبة إلا في الدولة التي يقع فيها مقر الإدارة الفعلية للمؤسسة .

٢- بالرغم من أحكام الفقرة الفرعية (١) من هذه الفقرة ، فإن الأرباح الناجمة عن إستغلال السفن في مجال النقل الدولي ، التي تجنّبها شركة ، أو شركة أشخاص ، هي مقبلة في الإمارات العربية المتحدة ، ويملك بطريقة مباشرة أو غير مباشرة أكثر من ٥٠٪ (خمسين بالمائة) من رأصالها أشخاص غير مقببين في الإمارات العربية المتحدة ، يمكن إخضاع هذه الأرباح للضريبة في فرنسا إذا كان لهذه الشركة منشأة ثابتة في فرنسا .

٤- ١- لأغراض هذه الاتفاقية ، تعني عبارة "منشأة ثابتة" مكاناً ثابتاً للأعمال تدارس مؤسسة بواسطة نشاطها بشكل كلي أو جزئي .

ب- تتضمن عبارة "منشأة ثابتة" بصفة خاصة :

- ١- مقر إدارة .
- ٢- لمرور .
- ٣- مكتب .
- ٤- مصنع .
- ٥- مشغل .
- ٦- منجم ، أو بئر نفط أو غاز ، أو محجر ، أو أي مكان آخر لإستخراج الموارد الطبيعية.

ج- لا يعتبر ورشة بناء أو تركيب ، منشأة ثابتة ، إلا إذا تجاوزت مدته فترة ستة أشهر .

د- بغض النظر عن الأحكام السابقة لهذه المادة ، لا تطبق عبارة "منشأة ثابتة" في الحالات التالية :

- ١- في حال إستخدام تجهيزات فقط للأغراض التخزين أو العزم أو تسليم بضائع أو صلح تابعة للمؤسسة ،
- ٢- في حال حيازة مخزونات بضائع أو صلح تابعة للمؤسسة من أجل الأغراض التخزين أو الصرّف أو التسليم فقط ،
- ٣- في حال حيازة مخزونات بضائع أو صلح تابعة للمؤسسة من أجل تحويلها فقط من قبل مؤسسة أخرى ،
- ٤- في حال حيازة مكان ثابت للأعمال من أجل شراء بضائع أو صلح ، أو من أجل جمع معلومات للمؤسسة ،
- ٥- في حال حيازة حكان ثابت للأعمال فقط من أجل ممارسة ، للمؤسسة ، أي نشاط آخر ذو صفة تحضيرية أو مساعدة ،
- ٦- في حال حيازة حكان ثابت للأعمال فقط من أجل ممارسة أي مجموعة من النشاطات المذكورة في النقاط (١) إلى (٥) من الفقرة الفرعية (د) شرط أن يكون للنشاط الكلي لهذا المكان الثابت للأعمال والناجم عن مجموعة النشاطات هذه ، صفة تحضيرية أو مساعدة .

هـ - بغض النظر عن أحكام الفقرتين الفرعيتين (١) و (ب) من هذه الفقرة ، عندما يكون ختم مما «غير الوكيل الذي له وضع قانوني مستقل تنطبق عليه الفقرة الفرعية (و)» يقوم بمسئول لحساب مؤسسة ولديه صلاحيات ممارستها مادة في دولة وتسمح له بإبرام عقود بإسم المؤسسة ، فإن هذه المؤسسة تعتبر كأن لديها منشأة ثابتة في هذه الدولة بما يتعلق بكل النشاطات التي يمارسها هذا الختم للمؤسسة ، إلا إذا إنحصرت نشاطات هذا الختم بالنشاطات المذكورة في الفقرة الفرعية (د) ، والتي إذا تمّ ممارستها عن طريق مكان ثابت للأعمال ، فلا تسمح هذه النشاطات بإعتبار هذا المكان كمنشأة ثابتة حسب أحكام هذه الفقرة الفرعية .

و- لا تعتبر مؤسسة كان لديها منشأة ثابتة في دولة لمجرد قيامها بممارسة نشاط في هذه الدولة من خلال وسيط ، أو مزار عمومي أو أي وكيل آخر له وضع قانوني مستقل ، شرط أن يعمل هؤلاء الأشخاص في إطار نشاطهم العادي .

المادة (٥)

الدخل الناتج عن الأموال غير المنقولة

- ١- الدخل الذي يجنيه مقيم في دولة من أموال غير منقولة (بما في ذلك الدخل الناتج من الإستغلال الزراعي أو الحرجي) واقعة في الدولة الأخرى ، إنه يخضع للخريبة في هذه الدولة الأخرى .
- ٢- إن لمباراة "أموال غير منقولة" الممنى المحدد لها بموجب تشريعات الدولة التي تقع فيها هذه الأموال . وتتضمن المباراة ، في أية حال ، الأموال الملحقة للأموال غير المنقولة ، والشروة الحيوانية والمعدات المستخدمة في الزراعة والتخريج ، والحقوق التي تنطبق عليها أحكام التشريعات العامة بشأن الملكية العقارية ، وحقوق في دفعات متفرقة أو محددة مقابل إستغلال أو إمتياز إستغلال المكامن المعدنية والمناهب وغيرها من الموارد الطبيعية الأخرى . ولا تعتبر السفن والطائرات في عداد الأموال غير المنقولة .
- ٣- تنطبق أحكام الفقرة (١) من هذه المادة على الدخل الناتج عن الإستغلال المباشر لأموال غير منقولة ، أو عن تاجيرها بما فيه التاجير الزراعي ، أو عن إستغلالها بأي شكل آخر .
- ٤- عندما تكون ملكية أصل أو حصص أو حقوق أخرى تابعة لشركة أو لشخص ممنوي ، تعطى لمالكها الحق في التمتع بأموال غير منقولة تقع في دولة وتملكها هذه الشركة أو هذا الشخص الممنوي ، يخضع للخريبة في هذه الدولة الدخل الذي يجنيه السالك من إستعمال مباشر لهذا الحق في التمتع أو من تاجيره أو من إستغلاله بأي شكل آخر.

المادة (٦)

أرباح المؤسسات

- ١- إن أرباح مؤسسة تابعة لدولة لا تخضع للخريبة إلا في هذه الدولة ، إلا إذا مارست هذه المؤسسة نشاطها في الدولة الأخرى بواسطة منقاة ثابتة تقع في تلك الدولة - إذا مارست المؤسسة نشاطها على النحو المذكور ، فإن أرباحها تخضع للخريبة في الدولة الأخرى لكن فقط بالقدر الذي يمكن أن تحسب فيه هذه الأرباح إلى تلك المنشأة الخابئة .
- ٢- الدخل الذي تجنيه مباشرة شركة مقيمة في فرنسا من تويق وحق إستخراج النفط في الإمارات العربية المتحدة ، يخضع للخريبة في الإمارات العربية المتحدة وفقاً لتشريعات الخريبة الصادرة في الإمارات العربية المتحدة أو في أي إمارة من إماراتها .
- ٣- إن الأرباح المنسوبة لمنشأة ثابتة ، هي الأرباح التي كان يمكن أن تحققها لو كانت هذه المنشأة مؤسسة متميزة ومنغلقة ، تعمل بإستقلالية مع المؤسسة التي تتبع لها منشأة ثابتة ، ولتحديد هذه الأرباح يجوز خصم القيمة الكلية للمبروفات التي تم صرفها مواء في هذه الدولة التي تقع فيها المنشأة الخابئة أو في أي مكان آخر .

- في حالة دولة الإمارات العربية المتحدة ، وزير المالية والصناعة أو مثله المخول بذلك .

٢- فيما يخص تطبيق هذه الإتفاقية من قبل دولة ، فإن أي عبارة غير محددة في الإتفاقية ، تحمل المعنى الذي تحدده لها تشريعات هذه الدولة المتعلقة بالفرائض التي تنطبق عليها الإتفاقية ، ما لم يتطلب سياق النص خلاف ذلك .

المادة (٤)

المقيم

١- لأغراض هذه الإتفاقية ، تعني عبارة "مقيم في دولة" :

١- فيما يخص فرنسا ، أي شخص خاضع للضريبة فيها بمقتضى التشريعات الفرنسية بسبب وجود مستقره الدائم أو محل إقامته أو مقر إدارته فيها ، أو بسبب أي معيار آخر ذو طبيعة مشابهة .

٢- فيما يخص الإمارات العربية المتحدة ، أي شخص مستقر بصفة دائمة ، أو مؤسس ، أو يوجد مقر إدارته في الإمارات العربية المتحدة ، بما فيها دولة الإمارات العربية المتحدة وتقسيماتها المياسية وسلطاتها المحلية.

٢- عندما يكون شخص طبيعياً مقيماً في كلتا الدولتين ، حسب أحكام الفقرة (١) ، يتم تحديد وضعه بالطريقة التالية :-

١- يعتبر الشخص مقيماً في الدولة التي له فيها منزل دائم تحت تصرفه . إذا كان تحت تصرفه منزل دائم في كلتا الدولتين ، فإنه يعتبر مقيماً في الدولة التي تربطه بها العلاقات الشخصية والاقتصادية الوثقى (مركز المصالح الحيوية) .

٢- إذا ما تعذر تحديد الدولة التي يقع فيها مركز المصالح الحيوية لهذا الشخص ، أو إذا لم يوجد له منزل دائم في أي من الدولتين ، فإنه يعتبر مقيماً في الدولة التي يمكن فيها عادة .

ج- إذا كان هذا الشخص يمكن بصفة عادية في كلتا الدولتين ، أو إذا لا يمكن بصفة عادية في أي منهما ، فإنه يعتبر مقيماً في الدولة التي يحمل جنسيتها .

د- إذا كان الشخص يحمل جنسية كلتا الدولتين أو لا يحمل جنسية أي منهما ، في هذه الحالة تحوي السلطات المختصة في كلتا الدولتين المحالة بالاتفاق مشترك .

٢- عندما ، وفقاً لأحكام الفقرة (١) من هذه المادة ، يكون شخص غير الشخص الطبيعي مقيماً لدى كلتا الدولتين يعتبر مقيماً في الدولة التي يقع فيها مقر إدارته الفعلية .

- ب- فيما يخص دولة الإمارات العربية المتحدة :
- أية ضريبة على دخل الشركات مفروضة في الإمارات العربية المتحدة .
 - أية ضريبة على الدخل الكلي أو على عناصر الدخل بما في ذلك الزيادات في القيمة الناجمة عن تحويل أموال منقولة أو غير منقولة وأية ضريبة على التركات تفرض في الإمارات العربية المتحدة بعد تاريخ توقيع هذه الإتفاقية وتكون مشابهة للضرائب التي تنطبق عليها هذه الإتفاقية بالنسبة لفرنسا ،
 - (وتسمى فيما بعد "ضريبة الإمارات العربية المتحدة")
- ٢- تنطبق هذه الإتفاقية أيضاً على الضرائب التي تكون من نفس الطبيعة أو المشابهة والتي تفرض بعد تاريخ توقيع الإتفاقية وتضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها.
- تخطر السلطات المختصة للدولتين بعضهما البعض بالتعميمات الهامة التي تحدث في تعريفاتها الخاصة بالضريبة الخاصة بكل منهما .

المادة (٢)

تعريفات عامة

- ١- لأغراض هذه الإتفاقية ، وما لم يتطلب سياق النص خلاف ذلك :
- أ- تعني عبارتا "دولة" و "الدولة الأخرى" حسب الحالة ، الجمهورية الفرنسية ، أو دولة الإمارات العربية المتحدة ،
 - ب- تتضمن لفظة "شخص" الأشخاص الطبيعيين والشركات ،
 - ج- تعني لفظة "حركة" أي شخص معنوي مؤسس وفقاً للقانون الممومي أو الخاص وتشمل فيما يتعلق بالإمارات العربية المتحدة ، دولة الإمارات العربية المتحدة وتقسيماتها السياسية ومناطقها المحلية ؛ أو أي كيان يعتبر كشخص معنوي فيما يخص فرض الضرائب ،
 - د- تعني عبارتا "مؤسسة تابعة لدولة" و "مؤسسة تابعة للدولة الأخرى" على التوالي مؤسسة يستقلها مقيم في دولة ومؤسسة يستقلها مقيم في الدولة الأخرى ،
 - هـ - تعني عبارة "النقل السوقي" :-
 - أي نقل بواسطة سفينة تستقلها مؤسسة يقع مقر إدارتها الفعلية في دولة ، إلا عندما لا يتم إستغلال السفينة سوى بين أماكن تقع في الدولة الأخرى .
 - أي نقل بواسطة طائرة تستقلها مؤسسة تابعة لدولة ، إلا عندما لا يتم إستغلال الطائرة سوى بين أماكن تقع في الدولة الأخرى .
 - و- تعني عبارة "سلطة مختصة" :
 - في حالة الجمهورية الفرنسية ، الوزير المكلف بالميزانية أو ممثله المخول بذلك .

[ARABIC TEXT — TEXTE ARABE]

إتفاقية بين
حكومة الجمهورية الفرنسية
و
حكومة الإمارات العربية المتحدة
بشأن تجنب الإزدواج الضريبي

إن حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة الإمارات العربية المتحدة رغبة منهما في عقد
إتفاقية بشأن تجنب الإزدواج الضريبي ، قد إتفقتا على ما يلي :

المادة (١)الأشخاص الممنوعون

تطبق هذه الإتفاقية على الأشخاص الطبيعيين والمعنويين المقيمين في دولة أو في
الدولتين .

المادة (٢)الضرائب الممنوعة

١- تطبق الإتفاقية على الضرائب القائمة التالية :-

- ٢- فيما يخص فرنسا :
- ضريبة الدخل .
- ضريبة الشركات .
- ضريبة الشركات .

بما في ذلك أي إقتطاع في المنبع ، أو دفعات مقدمة أو طرد ، فيما يخص الضرائب الاتية
الذكر .

(وتسمى فيما بعد "الضريبة الفرنسية")

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED ARAB
EMIRATES FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION

The Government of the United Arab Emirates and the Government of the French Republic,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation,

Have agreed as follows:

Article 1. PERSONAL SCOPE

This Convention shall apply to individuals and bodies corporate who are residents of one or both of the States.

Article 2. TAXES COVERED

1. The existing taxes to which the Convention shall apply are:

(a) In the case of the State of the United Arab Emirates:

- Any tax on the income of companies established in the United Arab Emirates;
- Any tax on total income or on elements of income — including gains from the alienation of movable or immovable property — and any inheritance tax which are imposed in the United Arab Emirates after the date of signature of the Convention and which are similar to those to which the Convention applies in the case of France;

(b) In the case of France:

- The income tax;
- The corporation tax;
- The inheritance tax;

including any withholding tax, prepayment (*précompte*) or advance payment with respect to the aforesaid taxes;

(hereinafter referred to as “French tax”).

2. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes.

The competent authorities of the two States shall notify each other of any substantial changes which have been made in their respective taxation laws.

¹ Came into force on 1 July 1990, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications (of 25 April and 20 May 1990) by which the Parties had informed each other of the completion of the required procedures, in accordance with article 24 (1).

Article 3. GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) The terms “one State” and “the other State” mean, as appropriate, the State of the United Arab Emirates or the French Republic;

(b) The term “person” includes an individual or a company;

(c) The term “company” means any body corporate governed by public or private law, including, in the case of the United Arab Emirates, the State of the United Arab Emirates, its political subdivisions and local authorities, or any entity regarded as a body corporate for the purposes of taxation;

(d) The terms “enterprise of one State”, and “enterprise of the other State” mean respectively an enterprise carried on by a resident of one State and an enterprise carried on by a resident of the other State;

(e) The term “international traffic” means:

— Any transport by a ship operated by an enterprise which has its place of effective management in one State, except when the ship is operated solely between places in the other State;

— Any transport any an aircraft operated by an enterprise of one State, except when the aircraft is operated solely between places in the other State;

(f) The term “competent authority” means:

— In the case of the United Arab Emirates, the Minister of Finance or his authorized representative;

— In the case of the French Republic, the Minister in charge of the Budget or his authorized representative.

2. As regards the application of the Convention by one State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the law of that State concerning the taxes to which the Convention applies.

Article 4. RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, the term “resident of one State” means:

(a) In the case of the United Arab Emirates, any person domiciled, established or having his place of management in the United Arab Emirates, including the State of the United Arab Emirates, its political subdivisions and local authorities;

(b) In the case of France, any person who, under the laws of France, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both States, then his status shall be determined as follows:

(a) He shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) If the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

(c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;

(d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the two States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both States, then it shall be deemed to be a resident of the State in which its place of effective management is situated.

Article 5. INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of one State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other State may be taxed in that other State.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. Where the ownership of shares or other rights in a company or other body corporate gives the owner the right to enjoyment of immovable property situated in one State and owned by that company or other body corporate, the income which the owner of the shares or other rights derives from the direct use, letting or use in any other form of his right to such enjoyment shall be taxable in that State.

Article 6. BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of one State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Income derived directly by a company resident in France from the marketing of oil and from oil-drilling rights in the United Arab Emirates shall be taxable in the United Arab Emirates in accordance with the tax laws promulgated by the State of the United Arab Emirates or by any Emirate of that State.

3. The profits attributed to a permanent establishment are those which it might be expected to make if it were a distinct and separate establishment dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment. In the determination of such profits, there shall be allowed as a deduction the total amount of the expenses incurred either in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. A. For the purposes of this Convention, the term “permanent establishment” means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

B. The term “permanent establishment” includes especially;

(a) A place of management;

(b) A branch;

(c) An office;

(d) A factory;

(e) A workshop; and

(f) A mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

C. A building site or a construction, assembly or installation project constitutes a permanent establishment only if it continues for a period of more than six months.

D. Notwithstanding the preceding provisions of this article, the term “permanent establishment” shall be deemed not to include:

(a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information for the enterprise;

(e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;

(f) The maintenance of a fixed place of business solely for any combination of the activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

E. Notwithstanding the provisions of subparagraphs A and B, where a person — other than an agent of an independent status to whom subparagraph F applies — is acting on behalf of an enterprise and has and habitually exercises in one State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in subparagraph D which, if exercised through a fixed place of business, would not permit this fixed place of business to be deemed a permanent establishment under the provisions of that subparagraph.

F. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

G. The fact that a company which is a resident of one State controls or is controlled by a company which is a resident of the other State or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise) shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 7. SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Income which an enterprise of the United Arab Emirates derives from the operation of aircraft in international traffic, including income accessory to such operation, shall be exempt in France from the taxes specified in Article 2 (paragraph 1 (b)) of the Convention and, notwithstanding the provisions of that same article, from the business tax in respect of the portion corresponding to the share of the operation carried out by individuals resident in the United Arab Emirates or corresponding to the share of the capital of the enterprise held directly or indirectly either by individuals resident in the United Arab Emirates, or by joint stock companies or partnerships whose place of effective management is situated in the United Arab Emirates, or by the State of the United Arab Emirates or by companies in which that State holds shares.

2. Income which an enterprise of France derives from the operation of aircraft in international traffic, including income accessory to such operation, shall be exempt in the United Arab Emirates from the taxes specified in Article 2 (paragraph 1 (a)) and, notwithstanding the provisions of Article 2 of the Convention, from any tax identical to the business tax.

3. Notwithstanding the provisions of Article 3, paragraph 1 (d):

(a) For the purposes of paragraph 1 of this Article, the term “enterprise of the United Arab Emirates” means an enterprise designated by the Government of the United Arab Emirates and the term “enterprise of France” means an enterprise designated by the French Government.

(b) The lists of enterprises designated by each Government shall be exchanged by letter through the diplomatic channel and shall be modified following the same procedure.

4. (a) Profits from the operation of ships in international traffic shall be taxable only in the State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

(b) Notwithstanding the provisions of subparagraph (a), profits from the operation of ships in international traffic by a company, including a partnership, which is a resident of the United Arab Emirates, more than 50 per cent of the capital of which is held, directly or indirectly, by persons who are not resident of the United Arab Emirates, may be taxed in France if that company has a permanent establishment in France.

5. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the State of which the operator of the ship is a resident.

6. The provisions of the preceding paragraphs shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 8. DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company of one State to a resident of the other State may be taxed in the first-mentioned State only if:

- The recipient of the dividends holds, directly or indirectly, more than 25 per cent of the capital of the company paying the dividends, but the tax so charged shall not exceed 5 per cent of the gross amount of the dividends, or
- The holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected either with a business carried on in that State by the recipient of the dividends through a permanent establishment situated therein or with independent personal services performed in that State by the recipient of the dividends from a fixed base situated therein.

2. Notwithstanding Article 1 of this Convention, the provisions of paragraph 1 shall apply also to dividends paid by a company of one State to the other State itself, or to the Central Bank or public institutions of that other State.

3. The term “dividends” as used in this Article means income from shares, “jouissance” shares or “jouissance” rights, mining shares, founders’ shares or other rights, not being debt-claims, as well as income subjected to the system of distribution by the tax laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. A resident of the United Arab Emirates who receives dividends paid by a company which is a resident of France may obtain a refund of any prepayment (*précompte*) paid by that company in respect of such dividends.

The gross amount of the prepayment (*précompte*) refunded shall be deemed to be a dividend for the purposes of the application of the provisions of this Convention as a whole.

Article 9. INCOME FROM DEBT-CLAIMS

1. Income from debt-claims arising in one State and paid to a resident of the other State may be taxed in the first-mentioned State, but if the debt-claim in respect of which the income is paid is not effectively connected either with a business carried on in that State by the recipient of the income through a permanent establishment situated therein, or with independent personal services performed in that State by the recipient of the income from a fixed base situated therein:

(a) No tax shall be levied in that State if such income is paid:

- (i) In connection with any business transaction, or
- (ii) In respect of loans of any kind advanced by a bank or by a State itself, or
- (iii) In respect of negotiable bonds.

(b) The tax may not exceed 5 per cent of the gross amount of the income in other cases.

2. Notwithstanding Article 1 of this Convention, the provisions of paragraph 1 shall also apply to income from debt-claims arising in one State and paid to the other State itself, or to the Central Bank or public institutions of that other State.

3. The term “income from debt-claims” as used in this Article means the income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and

whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and, in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures.

Article 10. ROYALTIES

1. Royalties arising in one State and paid to a resident of the other State may be taxed in the first-mentioned State only if the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected either with a business carried on in that State by the recipient of the royalties through a permanent establishment situated therein, or with independent personal services performed in that State by the recipient of the royalties from a fixed base situated therein.

2. The term "royalties" as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work, including cinematograph films, or films or tapes used for radio or television broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

Article 11. CAPITAL GAINS

1. (a) Gains derived by a resident of one State from the alienation of immovable property referred to in article 5 and situated in the other State may be taxed in that other State.

(b) Gains from the alienation of shares in a company more than 80 per cent of the assets of which consists of immovable property or of rights relating to such property may be taxed in the State in which the immovable property is situated, where, under the laws of that State, such gains are subjected to the same tax regime as gains from the alienation of immovable property. As regards the application of this provision, immovable property used by that company in its own business or agricultural operations or in the performance of independent personal services shall not be taken into consideration.

2. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraph 1 may be taxed only in the State of which the alienator is a resident, unless the property in respect of which the gain is realized is effectively connected either with a business activity carried on in the other State by the alienator through a permanent establishment situated therein, or with independent personal services performed in the other State by the alienator from a fixed base situated therein.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, gains from the alienation of shares representing a substantial participation in the capital of a company may be taxed in the State of which the company is a resident. There is deemed to be a substantial participation when the alienator holds, directly or indirectly, shares which, together, entitle him to more than 25 per cent of the profits of the company.

Article 12. INDEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Income derived by a resident of one State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State, unless he has a fixed base regularly available to him in the other State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base available to him, the

income may be taxed in the other State but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term “professional services” includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities, as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 13. DEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Subject to the provisions of Articles 14, 15 and 16, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of one State in respect of an employment shall be taxable only in that State, unless the employment is exercised in the other State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of one State in respect of an employment exercised in the other State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the fiscal year concerned; and

(b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and

(c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Subject to the provisions of Articles 15 and 16 and notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, the remuneration which a teacher or a researcher who is or was immediately before visiting one State a resident of the other State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of teaching or engaging in research derives in respect of such activities shall be taxed only in the other State. This provision shall apply for a period not exceeding 24 months from the date on which the teacher or researcher first arrives in the first-mentioned State for the purpose of teaching or engaging in research.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived by a resident of one State in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic may be taxed only in that State.

Article 14. PENSIONS

1. Subject to the provisions of Article 15, pensions and other similar remuneration paid to a resident of one State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions paid and other payments made under the social security legislation of one State may be taxed in that State.

Article 15. GOVERNMENT SERVICE

1. Remuneration other than a pension paid by one State or a local authority thereof or one of their bodies corporate governed by public law to an individual in

respect of services rendered to that State or authority or body corporate governed by public law shall be taxable only in that State.

2. Any pension paid by, or out of funds created by, one State or a local authority thereof or one of their bodies corporate governed by public law to an individual in respect of services rendered to that State or authority or body corporate governed by public law shall be taxable only in that State.

3. The provisions of Articles 13 and 14 shall apply to remuneration and pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by one State or a local authority thereof or one of their bodies corporate governed by public law.

Article 16. STUDENTS

1. Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting one State a resident of the other State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

2. Remuneration which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting one State a resident of the other State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives in respect of services rendered in the first-mentioned State shall not be taxed in the first-mentioned State, provided that such services are related to his education or training or that such services are necessary to supplement the resources available to him for his maintenance.

Article 17. ESTATES AND INHERITANCES

1. Immovable property shall be subjected to the inheritance tax only in the State in which such property is situated.

2. Tangible and intangible movable property which is effectively connected with the performance of independent personal services or the carrying on of business in that State through a permanent establishment or from a fixed base situated therein shall be subjected to the inheritance tax only in that State.

3. Tangible and intangible movable property (including securities and deposits) to which paragraph 2 of this Article is not applicable shall be subjected to the inheritance tax only in the State of which the deceased was a resident at the time of his death.

Article 18. SPECIFIC PROVISIONS

1. Nothing in this Convention shall prevent the application of any more favourable tax regime which might be provided for by the French domestic law in force in respect of foreign public investment.

2. Individuals who are residents of the United Arab Emirates and who have at their disposal one or more dwellings for their private use in France, without having their fiscal domicile therein for the purposes of French legislation, shall be exempt from tax on the income established on the basis of the rental value of the dwelling or dwellings.

3. Interest, royalties and other costs paid by an enterprise of one State to a resident of the other State shall be deductible in the determination of the taxable profits of that enterprise on the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State.

4. If a person who is a resident of one State for the purposes of the domestic legislation of that State is deemed to be a resident of the other State on the basis of the criterion of nationality referred to in Article 4, paragraph 2 (c), the first-mentioned State may refuse to grant that person the tax exemptions or reductions provided for in the Convention in respect of residents of the other State, but shall nevertheless treat that person as a non-resident for the purposes of the application of its domestic law.

*Article 19. PROVISIONS FOR THE ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION
IN THE CASE OF FRANCE*

A. Profits and other real income derived from the United Arab Emirates and taxable in that country in accordance with the provisions of this Convention shall also be taxable in France where they are payable to a resident of France. The tax paid in the United Arab Emirates shall not be deductible for the purposes of calculating the income taxable in France, but the recipient shall be entitled to a tax credit to be deducted from the French tax covering such income. This tax credit shall be equal to:

- In the case of the income referred to in Articles 8 and 9, the amount of the tax paid in the United Arab Emirates, in accordance with those articles. It may not, however, exceed the amount of the French tax corresponding to such income;
- In the case of all other income, the amount of the corresponding French tax. This provision shall also be applicable to the remuneration referred to in Article 15 where the recipient is a resident of France.

B. Where a person who is a resident of the United Arab Emirates or who is established therein has his fiscal domicile in France for the purposes of French domestic law or is a branch more than 50 per cent of which is controlled directly or indirectly by a company whose place of management is in France, the income of such person shall be taxable in France, notwithstanding any other provision of this Convention.

In such case, in respect of all the income taxable in the United Arab Emirates under this Convention, France shall deduct from the tax in respect of such income the amount of the tax levied by the United Arab Emirates.

The provisions of this paragraph B shall not be applicable to individuals who are citizens of the United Arab Emirates.

C. Property which represents the estate of a resident of France shall be exempt from the French taxes referred to in Article 2, paragraph 1 (a), where such property is taxable in the United Arab Emirates under this Convention. France shall, however, retain the right to calculate the tax on the property to be levied in France under this Convention according to the average rate applicable to the property as a whole permissible under its domestic law.

Article 20. PROVISIONS FOR THE ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION
IN THE CASE OF THE UNITED ARAB EMIRATES

Double taxation shall be avoided in accordance with the provisions of the legislation of the State of the United Arab Emirates.

Article 21. MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person considers that the actions of one or both of the States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the State of which he is a resident. The case must be presented within two years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with this Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time-limits in the domestic law of the two States.

3. The competent authorities of the two States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the two States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. If it would appear that oral exchanges of views would facilitate an agreement, such exchanges of views may take place through a commission composed of representatives of the competent authorities of those States.

5. The competent authorities of the two States shall decide by mutual agreement the modalities for the application of the Convention, in particular the formalities to be completed by residents of one State in order to obtain in the other State the tax reductions or exemptions provided for by the Convention.

Article 22. DIPLOMATIC AND CONSULAR OFFICERS

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions and their personal domestics, of members of consular missions, or of members of permanent missions to international organizations under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 23. TERRITORIAL SCOPE

1. This Convention shall apply:

(a) In the case of the United Arab Emirates, to the territory of the United Arab Emirates and to the islands pertaining thereto, including the territorial sea and any area beyond the territorial sea within which, in accordance with international law, the State of the United Arab Emirates has sovereign rights for the purposes of the

exploration and exploitation of the resources of the sea bed and the subsoil thereof, and the adjacent waters.

(b) In the case of France, to the European and overseas departments of the French Republic, including the territorial sea and any area beyond the territorial sea within which, in accordance with international law, the French Republic has sovereign rights for the purposes of the exploration and exploitation of the resources of the sea bed and the subsoil thereof, and the adjacent waters.

2. This Convention may be extended, either in its entirety or with any necessary modifications, to the overseas territories and other local authorities of the French Republic which impose taxes substantially similar in character to those to which the Convention applies. Any such extension shall take effect from the date established by mutual agreement between the States through the exchange of diplomatic notes or in any other manner in accordance with their constitutional procedures. Such agreement shall also specify any necessary modifications to the Convention and the conditions for its application to the overseas territories to which it is extended.

3. Unless otherwise agreed by the two States, the termination of the Convention by one of them under Article 24 shall also terminate, in the manner provided for in that article, the application of the Convention to any territory to which it has been extended under this article.

Article 24. ENTRY INTO FORCE AND TERMINATION

1. Each State shall notify to the other the completion of the procedures required by its law for the entry into force of this Convention. It shall enter into force on the first day of the second month following the receipt of the later of these notifications.

2. Its provisions shall apply for the first time:

(a) As regards taxes withheld at source, to amounts payable on or after the date of entry into force of this Convention;

(b) As regards other taxes on income, to income derived during the calendar year in which this Convention enters into force, or relating to the accounting period ending during that year;

(c) As regards the inheritance tax, to the estates of persons deceased on or after the date of entry into force of this Convention;

(d) As regards the business tax referred to in article 7, to the tax imposed in respect of the year in which this Convention enters into force.

3. This Convention shall remain in force until it is terminated by one of the Contracting States. Either Contracting State may denounce the Convention by giving notice through the diplomatic channel six months before the end of any calendar year subsequent to 1993. In such event, the Convention shall cease to have effect.

The following provisions of the Convention shall cease to have effect as specified below:

(a) As regards taxes withheld at source, to amounts payable on or before 31 December of the calendar year at the end of which it shall cease to have effect;

(b) As regards other taxes on income, to income derived during the calendar year at the end of which it shall cease to have effect, or relating to the accounting period ending during that year;

(c) As regards the inheritance tax, to the estates of persons deceased on or before 31 December of the calendar year at the end of which it shall cease to have effect;

(d) As regards the business tax, to the tax levied in respect of the year for the end of which the termination has been notified.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at Abu Dhabi, on 19 July 1989, in duplicate, in the French and Arabic languages, both texts being equally authentic.

Any difference of opinion regarding the interpretation or application of this Convention shall be settled through the diplomatic channel or through the mutual agreement procedure set out in Article 21 above.

For the Government
of the French Republic:

HUBERT COLIN DE VERDIÈRE
Ambassador of France to the State
of the United Arab Emirates

For the Government
of the United Arab Emirates:

AHMED HUMAID ALTAYER
Minister of State
of Finance and Industry